



UNION RÉGIONALE
DES SYNDICATS
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE

URSEN - C.G.T.

27, rue du Petit Bout
60690 HAUTE ÉPINE

Tél. / Fax : 03 44 13 06 93

ursencgtpicardie@aol.com

<http://ursencgtpicardie.free.fr>

SYNDICATS
DÉPARTEMENTAUX
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE

SDEN - C.G.T.

AISNE

José GASPAR

20, rue Jean Jaurès
02880 CROUY

Tél. : 03 23 72 96 78

orga.sdencgt02@free.fr

OISE

Benoît DROUART

Ferme de la forêt
02300 UGNY le GAY

Tél. : 03 23 56 45 75

Sdencgt60@free.fr
bdrouart@yahoo.com

SOMME

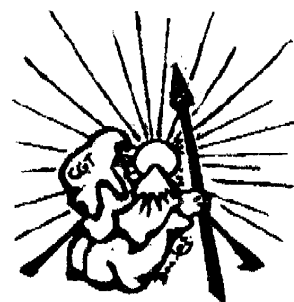
Joël PEUVOT

378 Rue de Cagny
80090 AMIENS

Tél. : 06 07 30 35 39

sden@cgt80.fr

LE PIC'HARDI ÉDUC' ACTION



Journal régional de l'URSEN-CGT Picardie

Numéro 22 – février 2010

Édito

2,4 milliards d'euros sacrifiés à la baisse de la TVA dans la restauration, et, quelques semaines plus tard, **150 millions d'euros récupérés** en fiscalisant les indemnités journalières versées aux victimes d'un accident du travail. !

S'il y a une constante dans l'action gouvernementale, c'est bien celle-là :

- **Creuser les déficits,**
- **Tirer la sonnette d'alarme**
- **Orchestrer la rigueur :** démantèlement des services publics, gel des salaires, organisation de la précarité, suppressions de postes dans la fonction publique...

Alors que les agents du service public sont sommés d'oublier leurs missions pour engranger des profits, comment s'étonner de leur désarroi ?

Eux qui sont au service de la collectivité se voient interdire de remplir leur rôle !

Dans les faits, toute activité est réduite à une logique comptable. La **LOLF** (Loi Organique relative aux Lois de Finance) et la **RGPP** (Révision Générale des Politiques Publiques) imposent un pilotage stratégique des administrations avec des objectifs à atteindre et des indicateurs à renseigner.

Avec la redéfinition ainsi imposée des métiers, les fonctionnaires sont contraints de nier le rapport qui les lie à leur profession.

Quotidiennement, le métier devient mission impossible dans les relations aux usagers.

Et, rapidement, l'épuisement professionnel qui en découle devient incompatible avec les objectifs assignés.

Restent la fuite (suicides, arrêts maladie, départs anticipés,...) ou l'accommodement.

Ainsi, ce sont bien souvent les fonctionnaires eux-mêmes qui trouvent les meilleures façons de faire. Car effectivement, il subsiste chez bon nombre d'entre-deux, une forme de dévouement à « la mission de service public ».

L'implication rend alors le démantèlement possible !

Il devient urgent de savoir dire NON. Notre principal devoir est de dénoncer haut et fort la société vers laquelle, de réforme en réforme, main dans la main avec le Medef, ils nous mènent.

Dominique HEMMER, secrétaire régional.

HARO SUR LE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

La Fonction Publique est la préoccupation principale si chère au cœur des libéraux et autres laquais du grand capital. La preuve ! On s'occupe en haut lieu de ramener le fonctionnaire à sa juste valeur ! Foin de privilèges...

- La garantie d'emploi: problème magistralement réglé par la loi sur la mobilité de la fonction publique (licenciement sans indemnités ...).
- La retraite : système des pensions mis à mal.
- Les salaires : non revalorisés et perte de pouvoir d'achat.
- Flexibilité de la masse salariale : contrats précaires, vacataires ... peut être un jour des pigistes.
- Les missions : de plus en plus étendues, sans moyens supplémentaires.
- Déprofessionnalisation : destruction des IUFM...

Qui voudra être enseignant à ce rythme, dans un travail sous payé, flexible, dévalorisé ?

Qui voudra servir le public, sans un minimum d'indépendance garanti par l'État ?

Sans protection, le fonctionnaire devra apprendre à se méfier de son patron ! L'état veut-il toujours jouer son rôle régulateur, social et économique dans la société ?

La réponse est... NON !!!!

Franck Scheirlinck, SDEN60

Arrogant, méprisant ...



3^{ème} insertion / SEGPA

Quel devenir pour les élèves en grande difficulté scolaire ?

La situation dans les collèges se dégrade depuis plusieurs années et la violence se multiplie. Face à cette situation, nous serions à même d'attendre une réponse de notre hiérarchie. Or, que fait celle-ci ? Elle supprime les dispositifs alternatifs pour la rentrée prochaine, soit :

- la possibilité, pour 420 élèves de 4^{ème}, en grande difficulté scolaire, d'aller vers une voie adaptée à savoir la 3^{ème} d'insertion.
- 66 places dans les classes de SEGPA, donc 66 élèves qui iront dans les classes types du collège.

Pour faire passer la pilule, le Rectorat et les chefs d'établissement nous disent qu'en contrepartie, il y aura plus de place en 3^{ème} DP6. Certes, le Rectorat augmente de 67 places la capacité d'accueil.

Mais le bilan est sans appel : **353 élèves qui auraient du être en insertion vont se retrouver en 3^{ème} générale.**

On peut s'alarmer sur les conditions d'enseignement dans les classes de troisième à partir de la rentrée prochaine, ainsi que sur le futur de ces élèves.

Mais ceci n'est pas le problème de nos dirigeants qui abandonnent délibérément ce public spécifique. Ils ont atteint leur objectif : **rentabiliser le système et supprimer des postes.**

Éric Lefebvre, SDEN60.

Prozac® ou action ?



La tension monte dans les établissements scolaires. Les incidents et les incivilités explosent depuis quelques semaines. Les effets de la crise se font ressentir cruellement, et les personnels de l'Éducation Nationale sont au premier rang du malaise social grandissant.

Ils ont d'autant plus de mal à faire face qu'ils sont noyés sous une avalanche de réformes que la hiérarchie tente de mettre en place à marche forcée.

Des révoltes éclatent ici ou là, et il est difficile de fédérer des mouvements spontanés qui s'éteignent très vite, quand la situation se calme localement.

La déprime et la baisse du pouvoir d'achat font qu'on ne retrouve pas la traduction dans les mobilisations nationales.

Même si la stratégie des directions syndicales est à revoir, il faut tout de même convenir que les seules solutions aux problèmes actuels reposent dans l'instauration d'un rapport de

force efficace. Les actes isolés de refus et de désobéissance ne bloquent manifestement pas la machine. On le verra très vite avec le décret sur le licenciement des fonctionnaires... Seules des mobilisations massives peuvent permettre d'entrevoir un espoir.

Se battre ensemble contre la société profondément injuste qu'on met en place, c'est la meilleure solution contre la déprime !

Benoît Drouart, SDEN60

LP L'ACHEULEEN, AMIENS

La quasi-totalité des enseignants, mais aussi des conseillers d'éducation et des secrétaires de direction ont exercé leur droit de retrait jeudi 4 mars. En une dizaine de jours plusieurs incidents s'étaient succédés : l'agression physique violente de trois agents du lycée devant les grilles par une bande venue exercer des représailles contre un jeune; la mauvaise plaisanterie d'un élève qui avait embrasé les vêtements portés par un de ses camarades en atelier, les agressions à l'internat, les injures et jets de projectiles quotidiens en direction du personnel, dans et hors des classes.

L'attitude du proviseur a particulièrement choqué : il n'a jamais téléphoné aux collègues sérieusement molestés pour prendre de leurs nouvelles et **n'a même pas jugé utile de porter plainte** contre leurs agresseurs (laissant ainsi les frais d'avocats à la charge des victimes).

Les personnels ont donc décidé de débrayer et ont demandé une audience à Madame le Recteur.

Nous avons été reçus le jour même en présence du proviseur qui s'est vu reprocher son manque de communication avec le personnel.

Madame le Recteur a, par contre, refusé de revenir sur les trois à quatre suppressions de poste pour l'an prochain. Elle nous a seulement promis la venue de la « providentielle » Brigade d'intervention, composée de quelques animateurs sociaux et de policiers...

Cette journée nous a pourtant permis de marquer le coup, de recréer une forte solidarité entre tout le personnel et d'envisager d'autres actions dès le retour des vacances...

Bruno Paleni, SDEN80

Lycée du Marquenterre, Rue

Depuis quelques temps, des enseignants, des agents territoriaux et des assistants de la cité scolaire subissent régulièrement des attaques morales, du chantage, des pressions déstabilisantes et dégradantes venant de la direction.

En effet, depuis que l'équipe de direction actuelle est en place, les conditions de travail se sont considérablement dégradées, du point de vue de l'organisation matérielle et pédagogique, sur le plan relationnel et sur la tenue disciplinaire de l'établissement. De plus, dans cette équipe de direction, la place et le rôle de chacun des membres sont devenus très ambigus.

Il apparaît qu'un pseudo chef des travaux ayant une décharge de 9 heures, joue comme bon lui semble, le rôle de chef des travaux, de coordonnateur, d'organisateur des formations GRETA et, parfois même, de proviseur. **Pourquoi le véritable chef des travaux a-t-il été mis à l'écart ?**

Cette situation, approuvée et couverte par le proviseur semblerait vouloir cacher les agissements du personnel de l'équipe de direction.

Nous avons dénoncé plusieurs fois ces faits, mais, curieusement la direction a répondu avec force et détermination cherchant apparemment la confrontation.

La section syndicale.

L.P. Romain Rolland, Amiens

Depuis la rentrée scolaire, comme dans beaucoup d'établissements, les conditions d'enseignement se dégradent : cris, courses dans les couloirs, portes de salles de classe ouvertes par des élèves pendant les cours, dégradations de matériel, incivilités, menaces, violentes bagarres... rendent difficile, voire impossible, une activité pourtant essentielle à toute société humaine : la transmission des savoirs, des connaissances, des compétences et de la culture.

Les enseignants, suite à une bagarre au couteau entre deux élèves, ont exercé leur droit de retrait en octobre 2009. En janvier 2010, ils ont recommencé pour soutenir les collègues enseignant dans une section particulièrement difficile, où le comportement des élèves rendait la tenue normale d'un cours impossible.

Ici, en ZEP, faute de moyens humains et de réelles perspectives d'avenir pour les jeunes, on n'enseigne plus, on ne forme plus, on ne transmet plus de savoirs...



On les garde entre les murs et on tente, dans la mesure du possible, d'éviter les dérapages !

Quel gâchis pour les personnels dont le métier ne correspond plus à celui pour lequel ils ont été formés !

Quel mépris pour ces élèves, issus de milieux défavorisés et qui subissent de plein fouet les effets de la crise, pour lesquels l'Éducation Nationale n'a comme seule ambition que de les occuper quelques années afin qu'ils ne viennent pas grossir les chiffres du chômage !

Certes, des postes de surveillants ont été obtenus. Mais en l'absence de réelle volonté de prendre en charge les difficultés matérielles, familiales et psychologiques, par des créations de postes d'enseignants, de médecins, d'infirmiers..., ainsi que celles de structures adaptées aux élèves les plus en difficulté, le message du gouvernement est clair.

**Soigner les banquiers à coup de milliards et
laisser à l'abandon l'école laïque et républicaine.**

Laurence Acoulon, SDEN80



D.G.H. : les chiffres parlent d'eux-mêmes

Les Dotations Globales Horaires viennent d'arriver dans les établissements et chacun peut maintenant mesurer l'impact de la politique gouvernementale en matière d'emploi et de gestion du personnel.

Près de 2 000 élèves de plus dans l'académie (prévisions du Rectorat) mais 62 postes en moins !

Académie	Variation d'effectif	Postes ETP
Collège	+731	-32
Lycée (LG + LT)	-11	-40
LP	+1207	+10
Total	+1927	-62

	Aisne	Oise	Somme
Collège	+229	+182	+320
Lycée (LG + LT)	+12	-10	-13
LP	+374	+617	+216

Des effectifs en hausse, des postes en moins, ce sont des conditions de travail toujours plus difficiles pour tous. On remarque, au passage, que 85 ETP sont réservés pour accueillir les nouveaux stagiaires issus de la réforme de la masterisation des enseignants, sans aucune formation pédagogique.

Seule une mobilisation d'ampleur peut encore faire changer les choses.

« Ce n'est pas quand on a fait dans son froc qu'il faut serrer les fesses ! »

José Gaspar, SDEN02

Histoire de l'Art : quel chantier !

Nous avons déjà dit notre opposition à la réforme qui ajoute cette matière, sans moyens et sans enseignants supplémentaires.

La mise en place du socle commun est déjà un casse-tête pour tous les collègues, il faut encore organiser un enseignement interdisciplinaire et un examen, sans heure pour se concerter, après des journées de formation express et des consignes parfois contradictoires.

Nous dénonçons le fait qu'il n'y ait pas égalité devant l'épreuve, puisqu'aucun établissement ne fera la même chose : on entend parler de parcours culturels et de partenariats.

Nous rappelons ici les réserves de notre syndicat sur ce genre de dispositif à propos des matières artistiques. Préférons l'enseignement et sa neutralité, aux activités dépendantes d'acteurs extérieurs qui imposent parfois leur point de vue !

Nous conseillons donc aux collègues d'être vigilants lors des réunions sur l'Histoire de l'Art, et de défendre la qualité de l'enseignement et le maintien de l'égalité devant un examen national.

Benoît Drouart, SDEN60

BULLETIN DE SYNDICALISATION

Nom : Prénom :

Adresse :

Établissement :

Je souhaite avoir une information.

Je souhaite me syndiquer.

Pic'Hardi N°20

À retourner à la CGT Éduc'action Picardie 27 rue du Petit Bout 60690 HAUTE ÉPINE